

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

Plerin, le 04/03/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2024

Contexte et constats

publié sur **GÉORISQUES**

SMITRED OUEST D'ARMOR (PLOURIVO)

Cantonou
22860 Plourivo

Code AIOT : 0005512504

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement SMITRED OUEST D'ARMOR (PLOURIVO) implanté Cantonou 22860 Plourivo.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMITRED OUEST D'ARMOR (PLOURIVO)
- Cantonou 22860 Plourivo
- Code AIOT : 0005512504 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

Le site exploité par le SMITRED est principalement dédié au compostage de déchets verts. Son activité est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/08/2007.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative,
- surveillance des émissions aqueuses,
- moyens de lutte contre l'incendie.

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Valeur limite de rejet dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 45	Mise en demeure
5	Fréquence de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 10/08/2007, article 10.2.1	Mise en demeure
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 10/08/2007,	Demande de justificatifs

		article 1.2.1	
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19	Demande de justificatifs

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Cahier des charges	Arrêté Ministériel du 12/04/2012, article 26	Sans objet
3	Enregistrement d'admission	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 27	Sans objet
6	Mode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/08/2007, article 5.1.3.1	Sans Objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Il ressort des constats de l'inspection que l'exploitant ne respecte pas la fréquence d'autosurveillance de des effluents aqueux prescrite à l'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10/08/2007.

Par ailleurs, il ne procède pas à la surveillance du débit d'eau rejeté à l'extérieur du site et n'a pas été en mesure de justifier du respect des valeurs limites d'émissions des effluents aqueux en sortie du site tel que l'exige l'article 45 de l'arrêté ministériel du 20/04/2012. Il est proposé au préfet une mise en demeure de justifier le respect des conditions réglementaires qui s'appliquent sur ces points.

Il convient de relever que l'exploitant a procédé à des modifications organisationnelles pour l'admission de déchets verts conduisant à une amélioration de la qualité du compost produit.

Cependant, les déchets traités par le SMITRED sont réceptionnés en premier lieu par la communauté de Guingamp Paimpol Agglomération. L'inspection attire en conséquence la vigilance de l'exploitant sur un mode de fonctionnement pouvant présenter une fragilité sur la garantie du respect des prescriptions réglementaires qui s'imposent au SMITRED.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2007, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative Situation administrative

Prescription contrôlée :

Liste des installations classées exploitées:

- régime de l'autorisation rubrique 2170: fabrication d'engrais à partir de matières organiques 10t/j,
- régime de l'autorisation rubrique 322A: transit de déchets ménagers et autres résidus urbains 40 t/j max,
- régime de la déclaration rubrique 2260-2 : broyage de déchets verts,
- régime de la déclaration rubrique 1530-2 transit de bois d'un volume de 3000 m³.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le récépissé de la préfecture du 20 août 2010. Ce document notifie la demande d'antériorité sollicitée par le SMITRED concernant son activité de compostage de déchets verts soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2780-1 de la nomenclature pour une capacité de production de 10 000 tonnes par an comprenant des maximales journalières à 75 tonnes.

Le contrôle de l'activité exercée au titre des années 2023, 2022, 2021 et 2019 permet de constater que la production de compost est très inférieure au seuil de l'enregistrement.

2019	8839 t	2023	1860 t
2021	6558 t		
2022	8959 t		

Dans son courrier de réponses aux observations de l'inspection du 6 juillet 2018, l'exploitant évoque une production de 18 000 tonnes par an correspondant à 50 t/j. L'activité exercée est donc régulièrement autorisée.

En ce qui concerne l'installation de transit d'ordures ménagères, l'activité est désormais visée au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature. Aucune évolution n'a été relevée. L'établissement est donc soumis à déclaration pour un volume susceptible d'être présent de 600 m³.

Le SMITRED exploite également des activités de transit de déchets de verre et de papier/carton régulièrement déclaré au titre des rubriques respective 2715 et 2714.

L'activité de broyage des déchets verts est désormais visée par la rubrique 2794 de la nomenclature. Cette activité est susceptible d'être soumise à enregistrement (quantité de déchets traités supérieure à 30 t/j) **L'exploitant n'a cependant pas fourni les éléments permettant de s'assurer de la régularité de la situation administrative de cette activité depuis la création de la rubrique 2794 par décret modificatif de la nomenclature en date du 6 juin 2018.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Ces éléments sont à transmettre dans un délai maximum de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatifs

Proposition de délais : 90 Jours

N° 2 : Cahier des charges

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/04/2012, article 26

Thème(s) : Risques chroniques Cahier des charges

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation de compostage élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des déchets admissibles. Avant la première admission d'un déchet dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet ou à la collectivité en charge de la collecte une information préalable sur la nature et l'origine du déchet et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

Constats :

Contrôle par sondage sur les déchets verts. La réception des déchets est effectuée sur le site exploité par la communauté de commune de Guingamp Paimpol Agglomération (GPA).

Les déchets sont tout d'abord réceptionnés par la communauté de communes de GPA. Le SMITRED a établi un cahier des charges signé avec cette dernière .

Celui-ci mentionne bien les critères de qualité attendus. Ce cahier des charges est revu annuellement. Par ailleurs, afin de réduire les indésirables dans les déchets verts réceptionnés, le SMITRED a arrêté la réception de déchets verts directement apportés par les particuliers qui se dirige dorénavant vers les déchetteries. Il a été constaté la présence d'une quantité moindre de compost comprenant des indésirables que lors de la précédente inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans Objet

N° 3 : Enregistrement d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 27

Thème(s) : Risques chroniques Enregistrement d'admission

Prescription contrôlée :

Une estimation des quantités entrantes peut faire office de pesée.

Toute admission de déchets autres que des déjections animales ou des biodéchets fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité du chargement.

Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :

- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;
- l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte, et leur origine ;
- pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ;
- la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de 3 ans. Ils sont tenus à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.

Constats :

Contrôle par sondage sur les déchets verts. L'admission des déchets est dans un premier temps réalisée par la communauté de communes de GPA. Les déchets sont pesés sur le pont bascule. Les éléments d'information sont ensuite transmis au SMITRED.

Le déroulement précis de contrôle effectué lors des admissions gérées par la communauté de commune de GPA n'a pas été vérifié.

Le SMITRED procède à l'enregistrement des données d'admission comprenant le poids, la nature du déchet, la date de réception et l'identité du producteur.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans Objet

N° 4 : Valeur limite de rejet dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 45			
Thème(s) : Risques chroniques Respect des VLE			
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal rejeté. - MES Flux journalier maximal inférieure ou égal à 15kg/j: 100 mg/l Flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j: 35 mg/l - DCO Flux journalier maximal inférieure ou égal à 50kg/j: 300 mg/l Flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j: 125 mg/l - DBO5 Flux journalier maximal inférieure ou égal à 15kg/j: 100 mg/l Flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j: 35 mg/l - Azote global Flux journalier maximal supérieur ou égal à 50kg/j: 30 mg/l Flux journalier maximal supérieur à 150 kg/j: 15 mg/l Flux journalier maximal supérieur à 300 kg/j: 10 mg/l - Phosphore total Flux journalier maximal supérieur ou égal à 15kg/j: 10 mg/l Flux journalier maximal supérieur à 40 kg/j: 2 mg/l Flux journalier maximal supérieur à 80 kg/j: 1 mg/l			
Constats : Les eaux issues de la plateforme de compostage sont dirigées vers une lagune tampon de 98 m3 puis transitent vers un débourbeur/déshuileur avant d'être envoyées pour traitement vers une lagune externe au site. L'exploitant procède aux analyses annuelles des rejets aqueux vers les lagunes de GPA.			
	16/12/21	20/12/22	06/12/23
MES en mg/l	82	100	50
DCO en mg/l	350	822	168
DBO5 en mg/l	49	300	10
N global en mg/l	19	52	9
Ptot en mg/l	7,2	9,1	3,9
L'exploitant ne procède pas à la mesure de débit des effluents aqueux en sortie du site. Les flux ne sont par conséquent pas évalués. Par ailleurs, les concentrations en DCO ne sont pas toujours respectées. Il apparaît également que la période retenue pour le prélèvement des effluents en vue d'analyse n'est pas la plus représentative de la période d'activité du site. Les éléments recueillis lors de la visite sont insuffisants pour s'assurer du respect de la prescription contrôlée.			
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection tous les éléments d'appréciation permettant de statuer sur la conformité des rejets en sortie de site vis-à-vis des prescriptions de l'article 45 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription			
Proposition de délais : 90 Jours			

N° 5 : Fréquence de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2007, article 10.2.1

Thème(s) : Risques chroniques Fréquence et modalité de l'autosurveillance de la qualité des rejets d'eau

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimums suivantes sont mises en oeuvre, en ce qui concerne les eaux rejetées vers les lagunes:

la périodicité de la mesure est semestrielle pour les paramètres:

- DCO,
- MES,
- NGL,
- Pt,
- Ph,
- débit.

Constats :

Non conforme. Sur les 3 dernières années, l'exploitant n'a procédé qu'à un contrôle annuel des rejets issus de la lagune.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant dispose de 3 mois pour prendre les mesures nécessaires au respect des conditions de l'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/08/2007.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 90 Jours

N° 6 : Mode d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2007, article 5.1.3.1

Thème(s) : Risques chroniques Transit de déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Constats :

Les déchets de verre sont entreposés à l'extérieur sur une surface étanche permettant de récupérer les eaux de lessivage.

En ce qui concerne les ordures ménagères, les déchets de collectes sélectives sont entreposés dans un bâtiment.

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de déchets de papier et de carton. L'exploitant a cependant indiqué qu'ils étaient entreposés à l'abri dans le bâtiment de réception des ordures ménagères.

En dehors du verre et des déchets verts, aucun déchet n'était stocké à l'extérieur du bâtiment le jour du contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans Objet

Proposition de délais : Sans Objet

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19

Thème(s) : Risques chroniques Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des tas de matières avant, pendant et après compostage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures. [...]

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. En cas de risque élevé d'incendie, l'installation est également dotée de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues des bâtiments fermés. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont disponibles en permanence et dimensionnés pour fonctionner efficacement quelle que soit la température extérieure, et notamment en période de gel.

L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés.

Constats :

Lors du contrôle, il a été constaté la présence d'extincteurs et d'un RIA dans le bâtiment destiné au transit des déchets. Ces équipements ont été vérifiés en 2023. Il a été précisé qu'un nouveau contrôle était prévu au premier trimestre 2024.

Le site dispose également d'un poteau incendie à proximité de la plateforme de compostage. Le dernier contrôle réalisé en 2009 sur le débit délivré par le poteau incendie ne permet pas de s'assurer du respect de l'article 19 de l'arrêté ministériel car il n'a pas été réalisé dans les conditions de test standard.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un nouveau contrôle du débit pouvant être délivré par le poteau incendie doit être réalisé. Le rapport correspondant est à transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatifs

Proposition de délais : 90 jours